

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Recul

C'est une bonne nouvelle: selon un sondage de la SOFRES, le Front national a subi un net recul. La déclaration sur le « détail » et le comportement de ses députés à l'Assemblée a révélé la véritable nature de Jean-Marie Le Pen, qui rencontre aujourd'hui l'hostilité de 78% des Français.

Sans doute, le Front national garde une forte capacité de nuire et attire encore bon nombre d'électeurs. C'est à ceux-ci qu'il faut songer. Nous avons toujours dit que ces électeurs étaient des Français comme les autres, ce qu'une récente enquête sur le terrain vient de confirmer: les sympathisants et les militants de Le Pen sont souvent des hommes et des femmes meurtris par la vie et par la crise, auquel le Front national offre une communauté solidaire en même temps que des boucs émissaires.

C'est dire que le rejet actuel de Le Pen ne doit pas faire oublier les raisons de son succès: l'affaiblissement de certaines solidarités, l'angoisse qui en résulte, et la violence par laquelle on tente de l'étouffer.

Urgence



Dossier

**La question
irlandaise**

(p. 6-7)

Scandales

**L'argent
noir**

(p. 4)

Voyages et messages du Prince

Il ne se passe pas de semaine sans que le comte de Paris participe à une manifestation officielle (ainsi récemment à l'Académie française), ou se rende dans une ville de province pour répondre à l'invitation de sa municipalité ou d'une université. L'emploi du temps du Prince est parfois trop chargé pour répondre à toutes les demandes. Ainsi, à son grand regret, il n'a pu participer à la manifestation pour les droits de l'homme qu'organisait le mouvement A.T.D.-Quart Monde le 17 octobre dernier, tout en marquant sa solidarité par un message public adressé au Père Joseph Wresinski: «*La société moderne, déclarait le Prince, redoute la violence ouverte, et s'efforce de la contenir. Elle ignore trop souvent la violence cachée qui frappe les corps et les coeurs. Elle oublie que les plus pauvres en sont les premières victimes, silencieuses et exclues de la cité. Il n'y a pas de liberté vraie sans que soit reconnue l'égalité dignité de tous les êtres humains. Il n'y a pas de dignité sans la garantie d'un droit effectif au revenu, au travail et à la culture. C'est pourquoi je m'associe de tout mon coeur et de tout mon esprit au rassemblement des Défenseurs des Droits de l'Homme.*»

Dans les villes de province, dans leurs universités, la célébration du Millénaire est pour le Prince l'occasion de rencontrer les Français.



■ Le comte de Paris remet la médaille du millénaire à M. Edmond Hervé, maire de Rennes.

Puissent-ils faire reculer, en France et dans le monde, la violence politique et l'injustice sociale.»

Le jour du rassemblement du Trocadéro, le comte de Paris partait pour Rouen, pour répondre à l'invitation de la municipalité. Reçu à l'Hôtel de Ville par Jean Lecanuet, le Prince prononça également, sur la place du Vieux-Marché, un émouvant hommage à Jeanne d'Arc: «*Jeanne participe au*

mystère de notre pays, et s'y inscrit comme le plus pur symbole de son histoire et de sa destinée. Et c'est pourquoi la figure de Jeanne, symbole d'espérance, symbole d'unité, symbole de délivrance, doit échapper au jeu des passions subalternes et à l'enrôlement sous les bannières partisans. Les vertus et le rôle exemplaire de Jeanne d'Arc sont reconnus et admirés par les chrétiens et les laïcs, par les royalistes et par les républicains, par Jules Michelet et par Anatole France, par Péguy

et par Bernanos... Aussi ne pouvons-nous accepter que la mémoire de Jeanne soit utilisée dans des opérations de guerre civile. Nous ne pouvons accepter que son exemple serve d'argument dans des campagnes haineuses. Nous ne pouvons accepter qu'elle soit embrigadée dans un parti, de droite ou de gauche, surtout lorsque celui-ci développe des thèses extrémistes.»

La semaine suivante, le Prince était à Rennes. Après une visite aux archives départementales et un repas avec les décideurs économiques du département le comte de Paris prononça une conférence à l'université de Villejean: amphithéâtre plein à craquer, débat animé, ce fut, de l'avis général, une chaleureuse et utile rencontre.

Réception ensuite à l'Hôtel de Ville par le maire, Edmond Hervé, puis visite à Ouest-France où il fut accueilli par François-Régis Hutin, P.D.G. du journal (son père fut l'artisan de l'abrogation de la loi d'exil).

Cette journée bien remplie laissera aux Rennais, que le Prince a déclaré aimer particulièrement parce qu'«*ils sont fidèles en amitié*», un souvenir durable.

Sylvie FERNOY

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Voyages et messages du prince - p.3: Le S.M.E. dans la tourmente - Economie et élections - p.4: L'argent noir - Billet de Bruxelles - p.5: Chine et Japon - p.6/7: Dossier Irlande - p.8: Les campagnes de M. Perrichon - p.9: La Vendée dans la Révolution - p.10: Full metal jacket - Les Capétiens - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial
 REDACTION - ADMINISTRATION
 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
 (1) 42.97.42.57
 Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
 Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
 Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F)*
 (*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Crise

Le S.M.E. dans la tourmente

L'actuelle tourmente boursière et monétaire a mis en lumière, une nouvelle fois, la quasi-inexistence de la CEE en tant que telle. Le SME peut-il quelque chose à nos maux ?

La rencontre du 19 octobre entre le secrétaire américain au Trésor et le ministre ouest-allemand des Finances, est fort édifiante. D'abord parce que les partenaires de Washington et Bonn n'ont été consultés que « par téléphone » ! Ensuite parce qu'elle s'est soldée par un relatif alignement des positions allemandes sur celles de l'Amérique alors que les différences d'appréciation sur le cours du dollar avaient été à l'origine de la panique boursière. Cela signifie que la Bundesbank accepte, contre son gré, de diminuer ses taux d'intérêts, et surtout qu'elle continuera à soutenir le dollar en se portant acheteur en cas de baisse. Autrement dit le billet vert demeure plus que jamais, contre toute logique, « monnaie de réserve internationale ».

C'est plus de 100 milliards de dollars que les banques centrales des pays occidentaux ont achetés lors des douze derniers mois, faisant ainsi crédit aux Etats-Unis (puisque les dollars achetés sont placés en bons du Trésor américain) et finançant leur déficit extérieur. Aux termes des accords du 19 octobre qui confirment ceux du Louvre, le deutsche mark est donc plus ou moins lié au dollar. Dans la mesure où il est la monnaie forte du SME, c'est l'autonomie de ce dernier qui est atteinte. Il faut d'ailleurs reconnaître que les autorités françaises ont fait tout ce qu'elles ont pu pour engager Bonn dans cette voie; et elles ne furent pas les seules... En effet la plupart de nos partenaires, comme nous-mêmes,

ne peuvent se permettre de voir leur monnaie se revaloriser par rapport au dollar.

Il est de notoriété publique que chaque baisse de la monnaie américaine renforce les pressions à la hausse sur le deutsche mark, créant ainsi à l'intérieur du SME les distorsions entre les monnaies dont l'origine est étrangère aux rapports intra-communautaires. Il est paradoxal de voir les banques centrales des membres de la CEE détenir la plus grosse part de leurs avoirs, qui servent de garantie à la création monétaire, en dollars. Selon les règles actuelles du SME, une banque centrale dont la monnaie est en difficulté doit, à terme, rembourser à ses partenaires les devises qu'ils ont acquises pour en faire remonter le cours. La solution serait-elle que la Bundesbank, par exemple, conserve les bons du Trésor émis par les pays européens à monnaie faible ? Rien n'est moins sûr car ce mécanisme serait générateur d'inflation puisque la RFA émettrait des marks gagés, en quelque sorte, sur le déficit de ses partenaires plus faibles.

Il apparaît que le SME ne peut trouver en lui-même des solutions aux problèmes qui surgissent de l'extérieur - des Etats-Unis, en l'occurrence. C'est le système monétaire international dans son ensemble qui doit être remis en cause. Mais aboutir à ce résultat suppose une convergence de volontés politiques sur lesquelles d'autres facteurs - militaires notamment - interviennent.

Alain SOLARI

Conflit

Economie et élections

Bien que l'issue du krach boursier de la mi-octobre soit encore incertaine, on peut d'ores et déjà affirmer que ses conséquences sur les économies occidentales dépendront assez largement des mesures politiques qui sont ou seront prises.

Or, tant à Paris qu'à Washington, il faut redouter les effets néfastes que risquent d'avoir sur les décisions gouvernementales, l'approche d'importantes échéances électorales.

Ainsi, en France, Edouard Balladur, n'a-t-il pas craint d'affirmer que « l'économie française va mieux » et qu'il « n'est pas du tout évident que la crise financière de ces dernières semaines ait un effet récessif ». D'un strict point de vue politique, il est normal, à la veille de l'élection présidentielle de ne pas affoler les Français, d'autant que la récente publication de certains indices, notamment ceux du chômage et de l'inflation, sont plutôt rassurants; mais vus sous l'angle économique les propos du ministre d'Etat consistant, comme il l'a fait devant le Conseil économique et social, à rejeter la faute sur le déficit américain, le niveau des taux d'intérêt allemand et japonais ou l'absence de concertation internationale, relèvent de l'irresponsabilité. Certes, tous ces facteurs peuvent permettre d'expliquer la crise actuelle, mais il ne faut pas pour autant nier les causes internes de déstabilisation. Les privatisations en sont une parmi d'autres.

Il en est de même aux Etats-Unis, où l'administration ne fera rien qui puisse compromettre l'élection du candidat républicain. En 1983, Ronald Reagan a assuré sa réélection sur un programme prônant la réduction d'impôts, pour favoriser la relance, or il est aujourd'hui confronté à un énorme déficit budgétaire, que

ses adversaires politiques au Congrès, et ses partenaires occidentaux, lui demandent de réduire. Une diminution des dépenses de l'Etat, ainsi qu'une augmentation des impôts deviennent alors nécessaires. Mais cela ne se fera pas sans provoquer une récession, qui serait fatale au poulain de l'actuel président.

Cette mesure ne manquerait pas non plus d'avoir d'importantes répercussions au niveau mondial. A titre indicatif, une baisse d'un point de la croissance créerait, en France 400 000 chômeurs supplémentaires. Le déficit budgétaire n'est pas condamnable en soi. Ce qui est critiquable, en revanche, ce sont les modalités de financement du déficit. Si pour ce faire, l'administration emprunte, auprès des ménages ou des banques, il est évident que cela ne fera qu'accroître la charge de la dette; si au contraire elle le fait par la création d'une monnaie libre de tout endettement, elle ne remet pas en cause les bienfaits du déficit et ne crée pas d'effets pervers. Encore faut-il pour cela rompre avec l'orthodoxie économique ambiante.

Patrice LE ROUE

**Sur minitel:
tout savoir
sur la N.A.R.**

**36.15
AGIR*NAR**

Affaires

L'argent noir

Corruption, trafic d'influence, forfaiture: la succession des «affaires» pose, une fois de plus, la question du financement des partis politiques.

Voici qu'apparaît une forme inédite d'alternance: chaque semaine ou presque, un nouveau scandale frappe, éclabousse ou menace tantôt la droite, tantôt la gauche. Après les affaires Nucci-Pasqua et Chaumet-Chalandon, nous avons appris successivement l'inculpation du colonel Prouteau, celle de Michel Droit, tandis que l'affaire Luchaire faisait naître des soupçons sur l'entourage de Charles Hernu et sur le Parti socialiste...

C'est évidemment à la justice, et à elle seule, d'établir la culpabilité des uns ou des autres, ou de confirmer leur innocence présumée. Mais y a-t-il une morale politique à tirer dès à présent de ces vilaines histoires ?

- Une attitude purement moralisatrice est tentante, de même que la reprise du discours de combat contre le «régime pourri». Mais corruption et trafics d'influence sont de tous les temps, de tous les pays et de tous les régimes et la réprobation n'a pas d'autre intérêt que la bonne conscience qu'elle donne.

- Faut-il dès lors s'en tenir à un constat cynique ou désabusé ? Ce serait encourager la multiplication des pratiques

frauduleuses, qui portent atteinte à la dignité et à l'indépendance de l'Etat, et lèsent les citoyens.

Quant aux scandales qui touchent le monde politique, il y a donc lieu de distinguer entre les fautes et les malversations personnelles, qui relèvent de l'enquête et de la répression judiciaires, et le système occulte du financement frauduleux ou douteux des partis et des personnalités politiques. On sait que les partis politiques dépenseront pour la prochaine présidentielle un milliard de francs. On sait que les cotisations militantes ne couvrent pas cette somme, qui provient pour une bonne part des commissions versées lors de la signature de contrats avec les entreprises françaises comme avec les entreprises et les Etats étrangers. Et l'on se doute que ceux qui bénéficient de ce système n'ont plus les mains libres... D'où la nécessité, cent fois affirmée, d'une loi instituant la plus grande transparence possible, et surtout le plafonnement des dépenses de propagande. La multiplication des affaires, qui discrédite l'ensemble de la classe politique, devrait enfin la contraindre à adopter ce principe de tempérance.

Yves LANDEVENEC



Billet de Bruxelles

Une crise politique et ses enseignements

Sans jamais parler de «modèles» étrangers, c'est avec le plus grand intérêt que nous observons les monarchies en fonction qui entourent notre pays, ainsi la Belgique.

Le 15 octobre 1987, le Premier ministre de Belgique, Wilfried Martens, en présence d'une crise aiguë entre les partis politiques composant la majorité gouvernementale, offre la démission du gouvernement au roi Baudouin. Le souverain réserve sa décision jusqu'au 19 octobre, en priant le Premier ministre de faire un effort pour réconcilier les ministres ou - soyons plus clairs - les chefs des partis de la coalition.

Cette tentative échouera. Le roi accepte dès lors la démission du gouvernement le 19 octobre, et charge immédiatement W. Martens de former le nouveau gouvernement, auquel il assigne lui-même les tâches. D'abord, rédiger une déclaration d'intention de modifier la Constitution en ses articles causant problèmes (linguistiques essentiellement), ensuite présenter au Parlement des projets de lois que l'urgence requiert (projet de loi de finance conférant base légale au recouvrement des impôts en 1988 et projet de loi sur le contingent de l'armée permettant la levée 1988 des appelés).

Le gouvernement de transition Martens VII (en Belgique, les gouvernements se numérotent) entre en fonction dès le 22 octobre et prépare les missions dont le chef de l'Etat a assigné les lignes directrices.

La déclaration de révision constitutionnelle entraînant de jure la dissolution du Parlement, des élections législatives anticipées auront lieu le 13 décembre 1987.

Cette crise politique, pour classique qu'elle eût été, n'est pas moins riche d'enseignements sur le rôle du roi et le privilège



de l'indépendance.

Indépendant des partis politiques, polyglotte dégagé par nature des venimeuses querelles linguistiques, jouissant d'une expérience de l'Etat accumulée en 36 ans de règne, indifférent aux échéances électorales, aux modes, aux puissances d'argent, le roi a pu, sans que quiconque ne s'en offusque, inviter le Premier ministre à un effort de concorde, puis, en le renommant, lui indiquer les voies rationnellement adéquates de l'action de son septième cabinet.

A contrario, imagine-t-on un chef d'Etat émanation (souvent ancien leader) d'un parti politique, arbitrer de la sorte, et avec un consensus unanime, une querelle entre les hommes forts des partis, dont l'un serait le sien ou encore, comme dans la situation de la France en 1987, dont tous seraient d'anciens adversaires ? Poser la question - un peu cruelle - c'est y répondre.

Henry BARVAUX

Béjart

«Le Roi et moi»

Sous ce titre, Maurice Béjart, au moment de quitter Bruxelles pour Lausanne, confie au journal Le Soir ses sentiments. Voici comment il conclut: «*Les liens que nous avons avec Bruxelles sont des liens que l'on ne peut pas nier; ils se sont tissés tout au long de vingt-sept années. Avant de partir, il y a une personne que je voudrais saluer. Je lui écrirai sûrement, quand tous ces événements seront passés, mais il peut l'apprendre par la presse, même si ce n'est pas très correct. C'est quelqu'un qui, en Belgique, c'est curieux à dire, m'a guidé, qui a été pour moi un phare. Cette personne c'est le roi Baudouin. C'est quelqu'un qui est la Belgique, et même plus que la Belgique pour moi. Un être d'une intégrité, d'une pureté, d'une profondeur, d'une vérité exceptionnelles. Si je devais énumérer les quelques êtres humains rares que j'ai rencontrés dans ma vie, et j'en ai rencontrés fort peu, il y figurerait sûrement. Il a fréquemment, sans le savoir sans doute, joué un rôle à des tournants de ma carrière. Et en particulier à un moment où Malraux me proposait un très haut poste à Paris. J'ai hésité, mais il se faisait que j'avais déjeuné la veille à Laeken avec le roi Baudouin. Et si je ne suis pas parti à ce moment-là, c'est à cause de lui. Je tenais à ce qu'il le sache.*»

Quel autre chef d'Etat qu'un monarque pourrait susciter de telles déclarations ? Comme nous le disons souvent: «Le roi c'est un Etat à visage humain».

L. G.

MINITEL

36.15
AGIR+NAR

Tournant

Chine et Japon: la relève de la vieille garde

Les changements de dirigeants, en Chine et au Japon, marquent la volonté de négocier en douceur un tournant dangereux

qu'une page sur soixante-dix de son rapport au XIII^e Congrès du parti communiste aux questions

Deux hommes cèdent la place sans toutefois s'effacer tout à fait: Deng Xiaoping en Chine et Nakasone au Japon. Les deux hommes qui les remplacent, Zhao Ziyang et Takeshita sont plus proches l'un de l'autre qu'il n'y paraît. Zhao comme Takeshita sont originaires de régions rurales où leurs parents avaient une position privilégiée: propriétaires fonciers pour le premier, brasseurs de saké pour le second. L'un comme l'autre ont de solides racines provinciales qui leur ont servi de tremplin dans l'appareil de leurs partis respectifs. Leur carrière est due dans chaque cas à un patron qui les avait remarqués: Deng pour le Chinois, et pour le Japonais Tanaka l'ancien homme fort du parti libéral même depuis son départ du gouvernement. Aux postes de direction, ils ont tous deux été préférés à des hommes plus brillants ou plus volontaristes: Hu Yaobang limogé en Chine au début de l'année comme trop «ouvert», trop libéral; Miyazawa, le patron du puissant MITI, ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur au Japon. Ils ont été choisis pour leur capacité à assurer une transition, à réunir un consensus au sein de leur parti, hommes du juste milieu, hommes rompus à la longue patience.

La raison en est que la Chine et le Japon sont entrés dans une nouvelle phase de leur histoire. Partant de situations opposées, ils s'engagent dans des mouvements de réforme intérieure d'une ampleur peut-être sans précédent.

La Chine cherche à définir une forme de «socialisme de marché», tandis que le Japon



■ «*Approfondissons et développons la grande critique révolutionnaire*»: ce slogan du temps de la révolution culturelle n'est plus de mise aujourd'hui.

s'efforce de reconvertir sur l'intérieur une expansion jusqu'ici trop fondée sur l'exportation. Tous deux sont amenés à développer chez eux une société de plus large consommation comme moteur de la croissance future. Ce tournant est, pour chacun d'eux, une révolution par rapport à leur histoire depuis la Seconde guerre mondiale. Les risques de dérapage, dans les deux cas, seraient graves. Leur réaction commune a donc été de procéder prudemment, sans inutile provocation. La Chine choisit un gestionnaire, le Japon un conservateur classique, mais l'objectif est le même.

Est-ce à dire que ces deux puissances, accordant la priorité à leurs problèmes intérieurs, seront moins présentes sur le terrain international ? Sans doute M. Takeshita manque-t-il d'ouverture en ce domaine et M. Zhao Ziyang n'a-t-il consacré

de politique étrangère. Il ne faut toutefois pas conclure trop vite. Comme l'Allemagne, le Japon se pose la question de savoir «où la richesse va le mener» comme le titre l'*Economist* de Londres. M. Nakasone s'était préoccupé d'avoir plus de part dans la conduite des relations internationales, de parler plus haut et plus fort au nom du Japon. Le pays du soleil levant, moins dépendant de l'exportation et plus sûr de lui-même, risque d'être encore plus conscient de son identité vis-à-vis du reste du monde.

Une Chine plus riche, également plus sûre d'elle-même, ne manquerait pas d'affirmer son rôle de puissance régionale, voire sa position comme l'un des cinq grands.

Les deux géants asiatiques virent lentement de bord. Il conviendra de suivre de très près leurs nouveaux caps.

Yves LA MARCK

Irlande : un pays qui encore fini

Houston Station, après quelques heures de train dans la campagne déserte et les petites villes blêmes du centre du pays. Franchir la Liffey, s'enfoncer dans les rues qui la bordent au nord. Après quelques années, et pourtant sachant fort bien à quoi m'attendre, je me demande si Dublin bombardée présenterait un visage aussi ravagé. De sous-HLM à de gras loyers succèdent, çà et là, aux maisons que les spéculateurs ont laissé s'effondrer. Une ou deux charrettes entre les ruines béantes et les piles d'ordures. Au milieu des fenêtres clouées, les innombrables pubs, misérables de ce côté-ci de la ville, mettent leurs fausses notes de couleurs tristes et crues, préservent le quartier de la désagrégation complète et rejoignent ainsi, mais sur un mode dramatique, les écœurants dépliants pour batifoleurs de l'été.

Ce n'est pourtant pas l'Irlande du Nord. L'IRA n'est pas passée par là, ou le Pasteur Paisley ou l'illuminé Seawright qui prêche l'envoi de tous les catholiques aux fours crématoires. Simplement, 18% de la population active sont au chômage, les usines ferment les unes après les autres, 7% des jeunes émigrent chaque année avec la bénédiction du gouvernement, la dette extérieure est de 20 milliards de livres, et le reste à l'avenant. On ne devine pas cela quand on villégiature à Dingle ou Galway. Depuis toujours épargnés par une fiscalité délirante qui retombe à 85% sur les villes, les ruraux ne connaissent pas les bébés sur les trottoirs trempés, dans les bras de leurs mères assises sur des cartons, devant les luxueux hôtels que longe, en limousines, l'enterrement de quelque grand du pays. Pas plus, peut-être, cette haine qui couve, dans le cœur de ceux qui possèdent, ne

serait-ce que pas grand-chose, devant les meutes de jeunes mendiants: «*Hitler avait raison...*» - ou bien donnent-ils, eux aussi dans la méritolâtrie à la mode, voient-ils, comme n'importe quel puritain américain, dans ceux qui n'ont pas réussi les déchets, à traiter comme tels, d'une société dont ils ne comprennent pas qu'elle est bloquée ?

l'alternance à l'irlandaise.

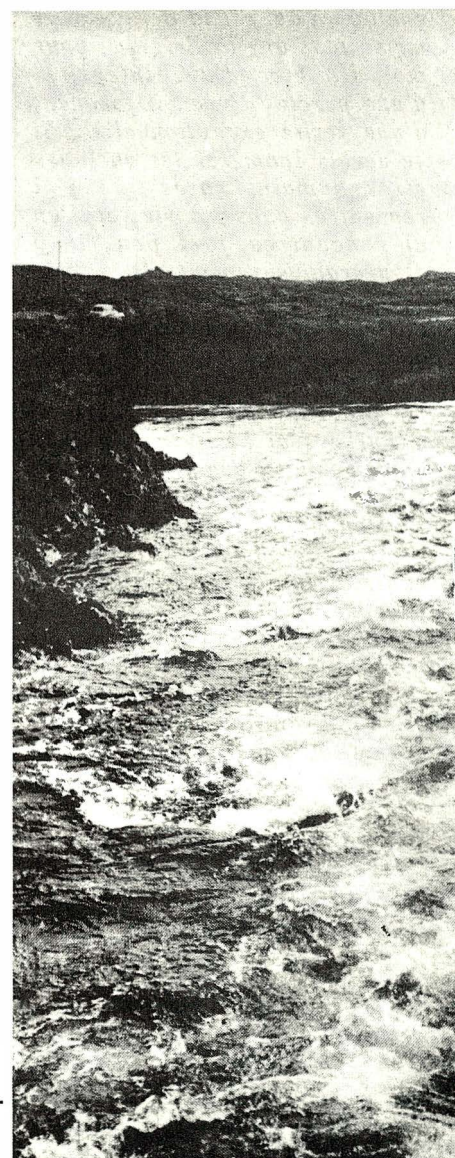
Impossible de croire à plus de sérieux dans l'opposition radicale. Là aussi perdue le mythe. Le *Workers' Party* donne dans le stalinisme pur et dur; plus loin encore, la contestation globale de la société catholique s'exprime chez les homosexuels bourgeois de *Trinity College* et d'ailleurs qui ont repris, mais en rose (qui l'eût cru ?) le drapeau

*Je les ai rencontrés quand le jour s'achevait
Sortant, le visage animé,
De leur comptoir ou du bureau, parmi les blêmes
Maisons du dix-huitième siècle.
Je suis passé avec un hochement de tête...*

W.B. Yeats

Dans un livre paru en 1975 (1), Maurice Goldring établissait avec brio à quel point la politique irlandaise était incapable de se libérer du mythe héroïque qui avait présidé à la révolte (manquée ? là est toute la question) de 1916. Que des poètes aient été à l'origine du soulèvement n'est pas indifférent. Aujourd'hui que, anglo-américanerie obligeant, les technocrates libéraux ont pris le relais du vieil héroïsme, le pays continue de vivre sur des références de plus en plus désuètes. Quels programmes ? Que les deux partis principaux s'appellent *Fianna Fáil* (Soldats de la destinée) et *Fine Gael* (Tous les Gaels) renseigne grandement sur leurs objectifs... Tous deux sont « à droite », le premier recrutant chez les paysans, le second dans la finance, l'un comme l'autre également acquis à l'américanisme auquel accèdent - Kennedy, Reagan - les Irlandais qui réussissent (2). Tous deux pratiquent une politique clientéliste à la petite semaine, le Fine Gael formant d'éphémères coalitions avec le Labour Party - du « Barre-Rocard » - avant de céder la place, régulièrement, au vieux routier Haughey dont Kadhafi se dit l'ami. Telle est

Vieil amoureux de la verte Irlande, notre ami Norbert Col, revient d'un énième séjour à Dublin. Il tente ici de transmettre aux lecteurs de «*Royaliste*» sa vision passionnée d'un pays quelque peu désespérant.



i n'a pas de mourir...

vert à comète de James Connolly (3). Inutile de dire que dans un pays de «majorité morale», ce ne sont pas de tels

tement, la bombe sur les troupes anglaises en Irlande du Nord plus qu'il ne comble les vœux des apôtres de la guerre sociale.

*Le profil basaltique encor les yeux fixés
Sur le Sud: protestant du Nord, hautain et mâle...*

Seamus Heaney

marginiaux qui pourront proposer une alternative valable. Rien, pour l'instant, ne permet de dire qu'ils aient la moindre influence sur la foule grandissante des deshérités. Lorsque, le temps d'un soir, les manifestations tournent à l'émeute, c'est pour de tout autres raisons, et le bris de vitrines imite, modes-

De telles émeutes sont d'ailleurs fort rares. Les dernières remontent au contrecoup des grèves de la faim, dans le Nord, en 1981. Elles n'ont pas servi, au Sud, à une véritable poussée électorale du *Sinn Féin* (4), et le gamin de 12-13 ans qui vend *Poblacht*, le peuple, à l'entrée de la *General Post Office* est, lui aussi, une simple commémoration parmi d'autres. Et pourtant, dans ce pays au bord du gouffre économique, malgré le désintérêt de la jeunesse «éclairée», c'est bien le Nord, «là-haut», qui possède l'âme collective et rythme, tant bien que mal, l'évolution de la société irlandaise. Toute la politique du Sud tourne autour du problème du Nord, sans le résoudre, sans s'y résoudre, et peut-être surtout parce que la République y trouve le dérivatif de choix à une éventuelle violence intérieure qui, répétons-le, n'a pas encore trouvé son catalyseur.

Il semble évident que l'accord anglo-irlandais de novembre 1985, co-signé par Margaret Thatcher et Garret FitzGerald, Premier ministre Fine Gael, a jeté les bases d'une normalisation. Instituant une conférence

sens et, dans le court terme, permet de marginaliser l'IRA et le Sinn Féin au profit du SDLP (5). Ce projet reste cependant peu opérant pour un certain nombre de raisons:

1/ Les protestants unionistes ont immédiatement lancé une série de manifestations, manœuvres d'intimidations et attentats meurtriers (sur lesquels la presse française observe un quasi-silence surprenant), ont démissionné de Westminster et favorisé, par contrecoup, une recrudescence du terrorisme de l'IRA;

2/ Le rejet à 63%, le 26 juin 1986, d'une légalisation du divorce dans la République (après l'adoption, en 1984, d'une clause constitutionnelle prosolvant l'avortement), qui marque, malgré la victoire, un effritement graduel de la «majorité morale», a conforté les protestants de Belfast dans leur refus d'une société aussi peu pluraliste;

3/ Les catholiques ont fait valoir que ce genre de projet a été maintes fois présenté, avec le résultat que l'on sait, depuis la division politique de l'île. Tel est le point de vue de Charles Haughey, qui a depuis mis une certaine sourdine à son discours. Quelle sera sa politique maintenant qu'il a, pour la troisième fois, été élu Premier ministre ? Comment le Nord réagira-t-il devant la récente décision de certains Sinn Féiniers de participer enfin à la vie politique de la République ?

ruines, une épaisseur qui prend à la gorge. Les musiciens du petit groupe qui est là ce soir se sont mis à jouer l'hymne national avant de partir. Tout le monde s'est levé. Le vieillard éméché, venu de la campagne, qui tout à l'heure dansait tout seul avec des yeux comme tournés à l'intérieur du monde, s'est immobilisé au centre de la pièce, debout devant - devant quoi ? la table, les pintes de bière, les musiciens, la destinée de son pays. L'Irlande ne peut être pour lui «la vieille truie qui dévore sa portée» dont parlait Joyce. La représente-t-il de façon caricaturale, comme n'importe quel touriste s'attend à la trouver ? Peut-être, et avec autre chose pourtant. Cette fameuse gaieté à laquelle se prêtent d'ailleurs, de façon ambiguë, ceux qu'en parodiant la chanson on pourrait appeler «les Irlandais typiques», cette pathétique bouffonnerie tant de fois décrite par les poètes, demeure, pour ceux qui sont passés de l'autre côté des apparences, une manière de lutter. Nous sommes ceux qui vous font rire. Mais nous rions dans notre pays qui n'a pas encore fini de mourir.

Norbert COL

Ils hurlaient sur le pont de Baggot Street

Puis ils me fuirent d'un plongeon

Dans les mares de la plus noire bière... Patrick Kavanagh

intergouvernementale, donnant à la République un rôle consultatif dans les affaires du Nord, l'accord admet la possibilité d'une réunification de l'île si une majorité se dégage en ce

Une telle atmosphère donne à la «vie-irlandaise-pour-touristes», une fois retrouvée par hasard à Dublin dans un pub au milieu des

(1) «L'Irlande: idéologie d'une révolution nationale», Editions Sociales.
(2) Notons l'évolution du Fianna Fail, héritier de de Valera, dont les liens avec de Gaulle étaient très nets, il a rejoint dans le reagan-thatcherisme ses adversaire du Fine Gael. Il n'y a pas qu'un seul RPR dans le monde...

(3) L'un des fusillés de 1916, le seul d'ailleurs (ne l'imputons pas trop vite à son marxisme) qui ait vu dans l'aide aux enfants affamés un enjeu supérieur à l'enseignement obligatoire du gaélique.

(4) «Nous Seuls»: là, au moins, on est fixé sur les objectifs. C'est la branche politique de l'IRA provisoire, les frères ennemis du «Workers' Party» qui, lui aussi, se prétend le seul héritier de l'IRA et du Sinn Féin de la guerre d'indépendance.

(5) Social Democratic and Labour Party, regroupant des catholiques modérés.

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

Roland MOUSNIER
et les monarchies



Le but de cette revue n'est certes pas de marteler une quelconque propagande royaliste. Les thèmes traités ne pourront pourtant pas laisser indifférents les lecteurs de «Royaliste». Des quelques réflexions de l'éditorial sur un colloque portant sur les monarchies, à la puissante synthèse de Roland Mousnier, de l'Institut, sur le phénomène monarchique dans l'Histoire, des comptes rendus de livres (théorie de la justice chez John Rawls) ou de séminaires (sur l'individualisme, à la Fondation Saint-Simon), à la revue des revues (sur le thème des hiérarchies) et à nos chemins du monde (cette fois-ci le Japon), tous sauront faire leur miel et les plus attentifs, les plus fidèles, comprendront les enjeux qui se dessinent pour nous dans la «conquête de l'Intelligence».

BON DE COMMANDE

à retourner à «CITÉ»
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Nom

Prénom

Adresse

☐ commande le n°16 de
«Cité» et verse 35 F

☐ s'abonne à «Cité» pour 4
n° et verse 125 F

Règlement à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris

Insolence

Les campagnes de M. Perrichon

A ses partisans comme à ses adversaires, Raymond Barre paraît hors du commun. Telle est la première illusion dont il faut se défaire.

Aggrégé de l'Université, consacré «meilleur économiste de France», membre du club très fermé des anciens premiers ministres, Raymond Barre devrait être un homme comblé. Las ! Ses titres et ses lauriers l'ont éveillé à l'ambition politique suprême. Voici donc M.Barre en campagne, sans avoir l'air d'y toucher. Un homme tel que lui ne fait pas de politique, ne participe en rien aux jeux du microcosme. Dans notre pays, cette attitude plaît, cette altitude en impose, et le discours du bon sens et du réalisme est souvent tenu pour vrai. De fait, les notables se précipitent, les centristes frétilent, quant aux technocrates ils accumulent les dossiers pour le maître de demain. Incontournable, inattaquable, voici Raymond Barre statufié avant même que le corps électoral se soit prononcé. Ceux qui refusent de suivre le mouvement semblent bien médiocres: arguties balayées d'un revers de main, incompetence, jalousie, basse psychologie qui confond suffisance et hauteur de vues...

Les barristes et M. Barre lui-même riront grassement mais qu'importe: pour prendre la juste mesure de l'homme, il faut un poète - c'est-à-dire, comme chacun sait, un marginal invétéré, un homme léger, un esprit futile. Bernanos a pourtant raison lorsqu'il écrit que les rois sont finalement jugés par les enfants, les enfants qui ne se soucient pas des ministres et des archevêques. Et les poètes, qui ont la grâce d'avoir préservé en eux l'esprit d'enfance, savent sur le pouvoir et sur les hommes d'Etat des secrets qui échappent

aux techniciens de la chose publique.

Ainsi Frédéric Grendel a surpris son seul véritable secret, sa vérité ultime. «Le vrai pouvoir, dit-il, est un songe. Pour s'en saisir, le rêveur doit emprunter à Rimbaud ses «semelles de vent». Comme son précédent livre, consacré à Charles de Gaulle et à François Mitterrand (1), le «Raymond Barre» de Grendel (2) s'inspire de cette vérité masquée sous d'impressionnantes apparences. M.Barre, quant à lui, tient pour l'apparence qu'il nomme «réalisme», «calcul», «stratégie». D'où le rire de Grendel devant l'homme aux semelles de plomb, devant le paon qui fait la roue mais vole à un mètre du sol. La campagne de Raymond Barre n'est rien d'autre que le voyage de M. Perrichon...

Observant le passé de l'homme et ses roueries du moment, Frédéric Grendel demande seulement qu'on ne prenne pas ce comptable - d'ailleurs médiocre - pour un homme d'Etat, et qu'on ne regarde pas les quiètes tournées du député de Lyon pour un prolongement de l'aventure gaullienne. N'est pas gaulliste l'homme qui, en 1966, combattit le projet de participation. N'est pas gaulliste l'homme qui fréquenta assiduellement le club



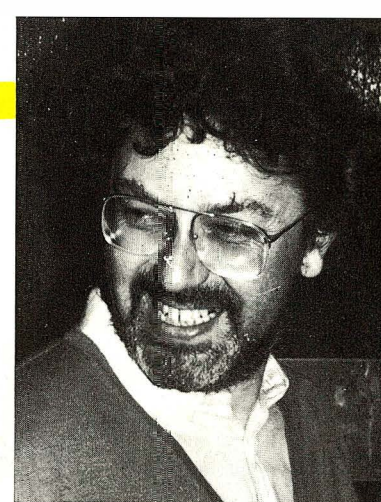
atlantiste de la «Trilatérale». N'est pas gaulliste l'homme qui condamne une cohabitation conforme à l'esprit de notre Constitution et au principe gaullien de la légitimité du chef de l'Etat. D'ailleurs, si le député de Lyon était le gaulliste qu'il prétend être aujourd'hui, trouverait-on auprès de lui les notables et les héritiers de la démocratie-chrétienne qui combattit le Général au nom de l'atlantisme, de l'Europe supranationale et du conservatisme mou ? Ceux-là ne se sont pas trompés de candidat... Grâce à Frédéric Grendel, il n'y a plus d'erreur possible sur la personne: Raymond Barre appartient à l'espèce des politiciens ordinaires, auxquels la France se résigne lorsqu'elle désespère secrètement d'elle-même.

Les paons volent toujours trop bas.

B. LA RICHARDAIS

(1) «Quand je n'ai pas de bleu je mets du rouge» (Fayard) - Prix franco 75 F.

(2) Editions Régine Deforge - Prix franco 69 F.



La Vendée dans la Révolution

Edgar Faure, grand ordonnateur de la commémoration de 1789, n'imagine probablement -c'est du moins son tempérament- qu'une célébration unanimiste des événements révolutionnaires. Sans doute est-il possible de trouver une ligne de compromis général qui, laissant entre parenthèses les moments les plus difficiles et les sujets de querelle irrémédiable, permette de dépasser clivages et luttes civiles. C'est, en un certain sens, souhaitable. Pour autant une commémoration qui se contenterait d'éviter systématiquement la controverse, ne serait pas possible. Elle irait à l'encontre du but recherché. Il ne peut avoir unité profonde d'un peuple sans examen lucide du passé.

J'ai toujours soutenu, pour ma part, que le bicentenaire devait être l'occasion d'une sorte de psychanalyse de notre mémoire nationale qui n'éviterait aucune embûche... Et par exemple, la Vendée. Oh, je sais que l'affaire est irritante, qu'elle risque de dégénérer en affrontements idéologiques, séparant de nouveau les camps sur des lignes figées *ad aeternum*. Ce n'est pas une raison pour éviter le problème tout comme l'ensemble des violences révolutionnaires. Gracchus Babeuf, avec son style un peu emphatique, n'avait pas tort d'écrire dès 1794: «*O toi postérité ! Sous le même rapport il ne faut point dérober à tes regards des faits qu'il serait peut-être heureux que tu ignores, en n'en considérant que le bien qui reviendrait à notre mémoire et à ta satisfaction; de ne point connaître la lâcheté avec laquelle nous avons souffert, trop longtemps, l'égorgerie de nos frères, par d'horribles bouchers constitués par nous en dignité.*»

Il n'y a jamais intérêt à refouler les événements les moins honorables. Malheureusement en France, l'habitude qui consiste à ne pas aborder les difficultés de front continue à nous jouer de vilains tours. La grande tourmente de la décennie révolutionnaire n'est sans doute pas étrangère à ce trait de caractère qui consiste à tenir dans l'ombre les origines des querelles qui se perpétuent entre familles et camps ennemis.

Donc il faut faire résolument la lumière sur la question vendéenne. Il y va de l'exactitude historique et aussi du sens général de la Révolution. Je ne reviendrai pas ici sur la querelle du «génocide». Babeuf parlait déjà de «populicide», ce qui revenait à la même chose. Mais, il n'y avait pas encore eu les tragédies que nous avons connues depuis et qui affectent le débat sémantique d'une dimension qu'il intègre mal. Pourtant, il y a les faits. Et ceux-ci sont troublants. Reynald Secher qui s'est fait connaître par deux ouvrages sur le sujet, vient d'ajouter une pièce non négligeable au dossier, en publiant un livre de Gracchus Babeuf écrit en 1794 au moment du procès Carrier à Nantes et significativement intitulé «*Du système de dépopulation*».

Je laisse aux spécialistes le soin d'apprécier le degré de pertinence des propos de l'enfant chéri du communisme, mais il est impossible de les ignorer. Pour lui, les grands massacres de Vendée correspondent à une volonté délibérée du gouvernement révolutionnaire, fondée sur l'idée de «régénération de la France». Une surabondance de population étant incompatible avec les ressources du territoire, il convenait de sacrifier le nombre de citoyens nécessaire à un meilleur équilibre économique. Un tel cynisme technocratique paraît ahurissant, eu égard aux sentiments généraux et aux principes de droit proclamés par les hommes de la Convention. Mais il est corroboré par des propos de Carrier pour qui: «*Le gouvernement avait fait la récapitulation de la population de la France et avait reconnu l'impossibilité de nourrir tant de monde.*» En conséquence, «il

avait pris les moyens pour diminuer la masse de cette population, pour en retrancher une certaine portion, les nobles, les magistrats, les prêtres, les agents de change, les négociants.» Des chiffres sont même donnés par Villemain: Carrier voulait réduire la population par lieue carrée de 1000 à 700 habitants, comme cela devait être pratiqué dans la ville de Lyon réduite à 25 000 habitants.

Même si on ne retient pas la théorie de la dépopulation, on est obligé de convenir que la politique de la terre brûlée pratiquée en Vendée correspond à une volonté délibérée dont Reynald Secher donne des preuves évidentes. N'oublions pas que le pays qui va être saccagé est militairement défait. C'est Westermann qui l'atteste après l'affreuse tuerie de Savenay: «*Il n'y a plus de Vendée, citoyens républicains. Elle est morte sous notre sabre libre, avec ses femmes et ses enfants. Je viens de l'enterrer dans les marais et dans les bois de Savenay. Suivant les ordres que vous m'avez donnés, j'ai écrasé les enfants sous les pieds des chevaux, massacré des femmes, qui, au moins pour celles-là, n'enfanteront plus de brigands. Je n'ai pas un prisonnier à me reprocher. J'ai tout exterminé.*» C'est à cette Vendée écrasée, que la Convention va faire subir l'épreuve des colonnes infernales.

Mais le projet homicide est l'objet d'études techniques préalables. On expérimente des armes chimiques, on propose des mines, l'empoisonnement des puits. Ces moyens incertains seront délaissés au profit d'armes plus classiques. Lorsqu'elles ne sont pas efficaces, on inventera des camps «antichambres de la mort» et les noyades collectives. Impossible de nier que dans ces mois terribles, la Révolution n'ait dérapé dans une sauvagerie extrême et même dans la honte que symbolise cette incroyable tannerie de peaux de Vendéens.

Voilà justement l'insupportable. Comment accepter que cette Révolution fondée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme ait pu donner naissance à de telles ignominies ? La question est piégée, puisque l'école contre révolutionnaire se fonde sur le dérapage pour révoquer les principes. Elle n'en est pas moins posée. Il est impossible de ne pas prendre en compte dans la genèse idéologique et pratique des événements, la formidable charge de violence qu'ils contiennent. Laissons la théorie des circonstances. Restent deux domaines à explorer: celui du processus proprement dit, celui qu'Augustin Cochin a mis à jour avec la dynamique propre au gouvernement des sociétés de pensée. L'autre est téléologique. Dans son désir infini d'instaurer le règne de la liberté, la Révolution est investie d'un formidable pouvoir démiurgique qui lui donne puissance de réformatrice religieuse au-delà de ses tâches politiques. Les grands historiens qui ont épousé sa cause, comme Michelet et Quinet, ont enragé qu'elle n'ait pas osé accomplir pleinement son destin de nouvelle religion qui devait prendre la place d'un catholicisme qu'elle hésita à abolir totalement. La Vendée est justement au cœur de ce défi religieux. La sauvagerie répressive qu'elle suscita est en rapport direct avec ce défi par lequel les conventionnels s'abîment dans le vertige homicide.

Gérard LECLERC

«La guerre de Vendée et le système de dépopulation», texte de Gracchus Babeuf, présenté et annoté par R. Secher et J.-J. Brégeon. - Collection In-Texte aux éditions Tallandier. Prix franco 119 F.

Dressage

Full metal jacket

L'année 1987 aura été aux Etats-Unis celle de l'éclosion d'un nouveau genre cinématographique: le film sur la guerre du Viet-Nam. Après quelques tentatives isolées, comme «Apocalypse now» ou «Voyage au bout de l'enfer», sont sortis cette année, presque coup sur coup, «Platoon» d'Oliver Stone (1) et «Full metal jacket» de Stanley Kubrick.

Ce dernier film, d'une rare violence verbale, commence comme «Orange mécanique». Un sergent recruteur de l'armée américaine terrorise, par son langage et ses manières une compagnie de jeunes appelés. Les séances d'entraînement intensif succèdent aux brimades, et les brimades, aux punitions. Du déjà vu au cinéma. Mais là où Kubrick innove c'est dans sa façon de conclure cet épisode de la formation. Jusqu'à «Full metal jacket», tout se terminait bien: le sous-officier instructeur, une fois le «dressage» réussi, partait en opération sur le terrain, où ses jeunes recrues se révélaient d'excellents soldats, et lui un type somme toute épatant. Rien de tout cela avec Kubrick, car la première partie de son film se termine par l'assassinat du sergent qui jusqu'à sa mort sera resté un salaud.

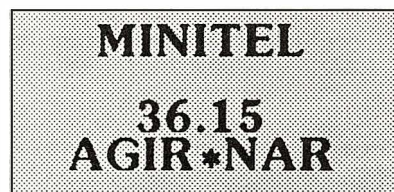
Dans la seconde partie, on passe sans transition à Da Nang. Joker, le soldat qui assure la continuité entre les deux parties se retrouve rédacteur au journal des armées «Stars and stripes». Tout ce qu'il a appris durant ses classes ne lui sert à rien; pas plus d'ailleurs qu'à ses compagnons d'infortune qui une fois sur le terrain se trouvent confrontés à des situations inédites: l'ennemi est invisible. Eux qui croyaient aller au Viet-Nam pour combattre le communisme et défendre la liberté, affrontent des femmes et des enfants souvent sans défense et parfois kamikase.



A la différence de Stone qui avait combattu au Viet-Nam, et dont le film portait témoignage de souffrances réelles, Kubrick réalise un documentaire sur la vie des armées pendant la guerre du Viet-Nam, avec toute la froideur et la distance que cela implique. Il n'y a dans ce film aucun effet spécial, aucune psychologie primaire, aucune volonté de discourir sur les bienfaits ou les méfaits de la guerre: pour toutes ces raisons «Full metal jacket» est une réussite complète.

Nicolas PALUMBO

(1) Royaliste n° 469.



Rencontre

La modestie capétienne

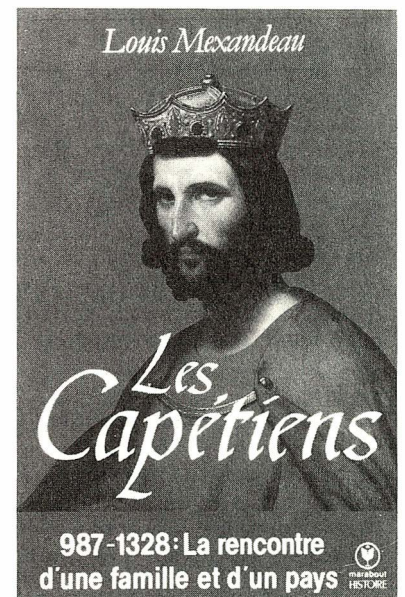
Il n'y a pas une Histoire de droite et une autre de gauche, mais seulement de bons et de mauvais historiens.

La presse d'extrême-droite et les sacristies intégristes croient encore dur comme fer que les historiens de gauche passent leur temps à célébrer les coupeurs de têtes et à médire de la monarchie. Bien que ce soit sans doute le dernier de ses soucis, la preuve du contraire est administrée par Louis Mexandeau, député et ancien ministre socialiste, dans le livre, récemment réédité, qu'il a consacré aux Capétiens directs (1). Agrégé d'histoire, Louis Mexandeau a fait son travail d'historien en toute rigueur, c'est-à-dire dans une constante méfiance à l'égard des «déterminismes a posteriori». Aussi nous donne-t-il un récit clair, solidement documenté et bien construit de la «rencontre d'une famille et d'un pays» qui va peu à peu devenir la France.

Mieux encore. L'auteur met en évidence, de façon tout à fait remarquable, l'originalité de la réussite capétienne et les raisons majeures de celle-ci. On oublie en effet trop souvent que la formation de l'unité française s'effectue au moment où l'Allemagne et l'Italie connaissent un processus d'éclatement, tandis que l'Espagne est et sera longtemps encore contrariée dans sa vocation unitaire. Si la France trouve les conditions de son existence, c'est manifestement grâce à sa dynastie: «Jamais famille royale, écrit Louis Mexandeau, n'a répondu plus pleinement aux exigences successives de l'histoire que celle des Capétiens».

Cette réussite ne s'explique pas par le génie des rois de

France, mais par la continuité qu'assurait la loi de succession, et aussi «par la modestie des objectifs et la modération des



méthodes employées». Aux conquêtes fulgurantes, aux brillants desseins, les Capétiens préférèrent «une juste appréciation des moyens et une exacte adéquation des fins à ces moyens».

Il est juste de souligner que Louis Mexandeau n'évoque que les Capétiens directs, qu'il distingue nettement et parfois oppose à leurs successeurs Valois. Mais s'il étend un jour son travail à l'ensemble de la monarchie, Louis Mexandeau ne trouvera-t-il pas aussi de très solides éléments de permanence ?

Jacques BLANGY

(1) Louis Mexandeau «Les Capétiens» Editions Marabout - Prix franco 54 F.

Grand Ouest

Convention régionale

La 4ème convention régionale du grand Ouest se tiendra à Nantes, le Samedi 5 décembre.

Cette Convention est ouverte non seulement aux adhérents et militants de la N.A.R., mais encore à tous les lecteurs de «Royaliste» et aux sympathisants de notre mouvement. Elle se tiendra au Parc des expositions de la Beaujoire à Nantes

Programme de la journée du Samedi 5 Décembre.

- 9h - Arrivée des organisateurs. Tous les militants disponibles sont conviés à être présents.
- 9h30 - Répartition en commissions dans les salles du restaurant «Les Jardins de l'Erdre» (1er étage à droite de l'entrée du parc des expositions).

Les commissions traiteront:

- de la région et de son développement, avec un éclairage particulier sur le danger écologique. animateurs Jean-Paul Bourdeau et Patrice Le Roué.
- du Millénaire Capétien et du bicentenaire de 1789 et le devenir royaliste. Point politique animé par Bertrand Renouvin. Co-animateur Didier Le Roué, fort de son expérience de Rennes.
- de la préparation du Congrès de Paris de janvier 88 et des prochaines élections, présidentielles, municipales. animateurs: Xavier Perrodeau, et Nicolas Lucas conseiller municipal.

- 12h - Restauration au libre-service «Les Jardins de l'Erdre». Inscription 70 F.

- 13h30 - Réunion commune dans une salle de conférence aménagée aux «Jardins de l'Erdre».

L'après-midi sera consacré:

- aux rapports des commissions
- à un compte-rendu par Didier Le Roué de la récente venue à Rennes du comte de Paris, dans le cadre du Millénaire capétien
- au point politique présenté par Bertrand Renouvin.
- 18h - L'apéritif vous sera offert sur place au restaurant «Le Jules Verne»
- 19h - Dîner-débat. Rencontre avec les royalistes et leurs «invités surprises» avec Bertrand Renouvin. Inscription 130 F.

Pour les personnes s'inscrivant aux deux repas le prix global est ramené à 170 F (au lieu de 200 F).

Pour la bonne organisation de la journée et la réservation nécessaire pour les repas, nous demandons aux personnes désireuses de participer à cette convention de bien vouloir s'inscrire à l'avance en écrivant à: N.A.R. - B.P. 203 - 44007 Nantes cedex. Pour tous renseignements complémentaires ou problèmes particuliers, il est possible de téléphoner au 40.50.64.54.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom:

Prénom:

Date de naissance: Profession:

Adresse:

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

A noter

Agenda

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 11 Novembre - Depuis plusieurs mois les négociations sur le désarmement, les propositions de Gorbatchev, les accords de Reykjavik ont constitué les épisodes d'un véritable feuilleton sur les relations Est-Ouest et les problèmes de défense. Devant cet afflux d'informations on se sent un peu désorienté. Qui, mieux que le Général GALLOIS pourrait venir faire le point de la situation et nous expliquer les nouvelles données de cette immense partie de poker ?

Mercredi 18 novembre - C'est sous le titre un peu provocateur de «Descartes, c'est la France» que André GLUCKSMANN publie son dernier livre. En opposant la philosophie française aux «maîtres penseurs» qu'il a naguère dénoncés, Glucksmann redécouvre aussi une certaine idée de la France qui ne peut que nous intéresser.

Mercredi 25 novembre - Lors d'une récente émission radio, Pierre MIQUEL déclarait à Gérard Leclerc qui le questionnait sur l'évolution «monarchique» de notre actuelle république: «La République est aujourd'hui à redéfinir». Nous l'avons pris au mot et lui avons demandé de venir nous expliquer ce qu'il entendait par là.

A Paris, 12 décembre Carrefour royaliste

Sur le thème général «Pour sauver la République: la monarchie ?»

Deux débats ayant respectivement pour titre:

- «La Monarchie dans la 5ème République: état d'esprit, pratique ou illusion ?»
- «Améliorer les institutions: Est-ce possible ? Comment ?»

avec la participation de nombreuses personnalités.

Le nombre de places étant strictement limité, il est nécessaire de s'inscrire à l'avance. Programme détaillé et bulletin d'inscription envoyé sur demande.

COUPURES DE PRESSE

Nous nous efforçons de tenir à jour un livre de presse, le plus complet possible. Nous remercions à l'avance nos lecteurs de nous faire parvenir tous les articles de journaux qui concernent la N.A.R. ou le royalisme ainsi que ceux -très nombreux- rendant compte des activités de la Famille de France.

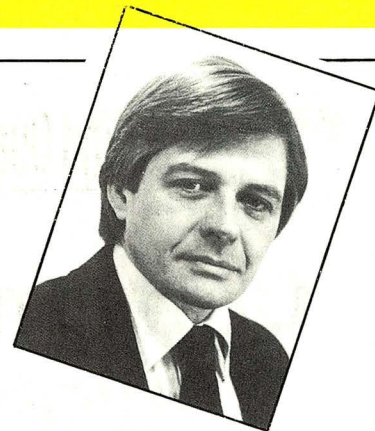
Ne pas oublier de nous indiquer le nom du journal ainsi que la date de parution.

«La N.A.R. en 9 questions»

Notre brochure rencontre un très vif succès si nous en jugeons d'après les commandes reçues et le nombre d'adhésion qui nous parvient. Le premier tirage de 3000 exemplaires est presque totalement épuisé. Avant de procéder à un deuxième tirage, nous souhaiterions savoir les commandes qu'il nous restera à servir. Tarif: 10 ex.: 12 F - 50 ex.: 32 F - 100 ex.: 52 F.

Merci de nous répondre très rapidement.

Couronner la Constitution



Tant que François Mitterrand n'aura pas fait connaître sa décision, les calculs des états-majors politiques demeureront abstraits, et les supputations quant à l'avenir politique du pays parfaitement vaines. Dans cette situation d'incertitude, un seul point paraît établi: quelle que soit son issue, l'élection présidentielle ne changera pas les données du problème constitutionnel français. Deux possibilités, et deux seulement, sont en effet envisageables:

- ou bien le retour à une conception présidentialisée de nos institutions, si Jacques Chirac venait par extraordinaire à l'emporter, ou si Raymond Barre, une fois élu, gagnait le pari de la dissolution de l'Assemblée et parvenait, en créant son parti et en l'associant à d'autres (C.D.S. et P.R.) à créer une majorité parlementaire homogène.

- ou bien, si l'actuel président se représente et gagne, la poursuite de la coexistence, sans doute sous des formes quelque peu différentes.

DESEQUILIBRES

Or aucun de ces deux solutions n'est pleinement satisfaisante. La formule présidentialisée redonnerait à l'Elysée un poids excessif, et accroîtrait l'emprise partisane sur les institutions et sur l'ensemble de la société, car on voit mal le camp vainqueur renoncer à un système des dépouilles de plus en plus élaboré et certainement rentable. Mais la cohabitation, aussi nécessaire soit-elle depuis mars 1986, n'est pas une solution dont on puisse se contenter dans le long terme. Comme nous l'avons maintes fois souligné, celle-ci ne peut être vécue que dans une rivalité permanente et indépassable entre le président de la République et le Premier ministre, au risque de l'incohérence de l'action, de la paralysie de l'Etat, ou d'une crise dramatique.

Ainsi, les deux formules conduisent à un déséquilibre fâcheux entre les

pouvoirs. Tantôt, lorsque les institutions sont conçues sur le mode pyramidal, le Premier ministre est réduit à un rôle de «bouclier» du président, et le gouvernement se trouve soumis au contrôle souvent tâillon de l'Elysée comme on l'a vu au temps de Pompidou et de Giscard d'Estaing. Tantôt le Premier ministre «cohabitationniste» affirme et développe son autorité, mais contre le chef de l'Etat et au mépris des droits du Parlement.

Comment sortir de ce dilemme ? La seule réforme constitutionnelle proposée (réduction de la durée du mandat présidentiel) ne répond pas à la question, et se traduirait par un abaissement inacceptable de la fonction présidentielle. Aussi convient-il d'examiner un autre projet, déjà étudié sur le plan juridique (1) qui consisterait à «royaliser la présidence». Cette idée est conforme à la pensée du général de Gaulle, tout entière fondée sur un principe de légitimité qui prenait alors sa véritable dimension historique. Cette idée est également conforme à l'esprit de la Constitution, et permettrait de rendre effectif les soucis d'arbitrage, de continuité et d'indépendance du chef de l'Etat qui y sont affirmés.

UNE EVOLUTION POSSIBLE

La perspective d'une monarchie pleine et entière s'inscrit donc dans la logique de la Constitution de la 5ème République, comme le soulignait encore récemment le comte de Paris devant les étudiants de la faculté catholique de Lille: un prince devenu démocratiquement chef de l'Etat respecterait le texte de 1958 et, si les Français décidaient par referendum de se donner un roi (par la modification de l'article 6 de la Constitution) l'ensemble du système institutionnel serait non seulement préservé, mais parviendrait enfin à son point d'équilibre.

Le «couronnement» de la Constitution de la 5ème République n'est en effet ni une question de pure forme, ni

une affaire d'esthétique. Outre ses conséquences heureuses pour l'unité du pays, le respect des principes fondamentaux de la justice et la cohérence de notre politique étrangère dans le long terme, la présence à la tête de l'Etat d'un arbitre indépendant et permanent permettrait de faire disparaître les causes principales de conflits et de déséquilibres soulignées plus haut. Comment ? Il ne s'agirait évidemment pas d'une intervention autoritaire, mais de l'institution spontanée d'un nouveau mode de relation entre les pouvoirs. Dès lors que le chef de l'Etat est un arbitre de naissance, et non plus d'occasion ou d'intention, dès lors qu'il se trouve situé hors du jeu politique et n'a plus le souci de sa réélection, la rivalité au sein du pouvoir exécutif perd sa raison d'être: le chef de l'Etat et le Premier ministre ne sont plus des rivaux, l'un cherchant à reconquérir du pouvoir, l'autre convoitant une place, et un mode de coopération peut être trouvé, dans le respect du rôle constitutionnel de chacun. Au chef de l'Etat la charge de veiller sur l'essentiel, au chef de gouvernement le soin de «déterminer et de conduire la politique de la nation» selon les vœux que celle-ci a exprimés.

A l'enfermement dans le conflit, succéderait l'affirmation paisible de deux libertés coexistantes, qui permettraient aux acteurs de la vie politique de retrouver leur autonomie. Moins pressé par le temps, moins préoccupé de stratégie et de tactique, le Premier ministre pourrait laisser le Parlement jouer pleinement son rôle. Et les partis, cessant d'être accaparés par une élection présidentielle qui les épuise et les détruit, pourraient redevenir porteurs d'idées et de projets. Grâce au comte de Paris, se précise ainsi le projet d'une monarchie constitutionnelle, garante de l'équilibre des pouvoirs et de l'état de droit.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. Dominique Decherf: «L'Institution de la monarchie dans l'esprit de la 5ème République». L.G.D.J. 1979 - prix franco 120 F.